

IVAN DE VADDER
JOURNALISTE POLITIQUE

L'ensemble de la classe politique s'est accordé sur la réduction des salaires des ministres. Le geste est certes louable, mais les partis devraient s'engager bien davantage dans les coupes budgétaires, notamment en matière de dotation publique.

La portée des gestes symboliques en politique

“

A l'occasion de ce conclave budgétaire pour les années 2023 et 2024, Alexander De Croo veut montrer l'exemple et réduire le salaire des ministres. Dans un contexte où les prix des énergies atteignent des sommets et l'inflation grimpe pesamment sur le budget des ménages belges, le Premier ministre souhaite installer « une contribution » de la part de la politique. Les ministres réduiraient leurs salaires de 8 %, ce qui devrait permettre de récupérer aux alentours de 20.000 euros par ministre, soit 450.000 euros au total. Un montant qui pâlit à côté du déficit budgétaire, car l'effort nécessaire pour le conclave budgétaire serait de l'ordre de 3,6 milliards.

Une volonté d'aller encore plus loin

Les gestes symboliques comptent en politique, et c'est la raison pour laquelle le gouvernement propose ces mesures de « sobriété politique ». Même le principal parti d'opposition flamand, la N-VA, est sur la même longueur d'onde. Les nationalistes réclament un saut d'index sur le salaire des ministres et parlementaires. Tout comme les partis de la Vivaldi qui demandent un effort de la même ampleur. L'idée de la sobriété politique en temps de crise – probablement la ligne de fond la plus forte du PTB – fait tache d'huile dans le monde politique. Mais faire renoncer des ministres à une partie de leur salaire n'est qu'un détail chicanier. Des réformes beaucoup plus fondamentales, qui vont au cœur de l'activité politique, peuvent être mises en œuvre. C'est la raison pour laquelle plusieurs partis (du gouvernement mais aussi la N-VA) sont prêts à aller encore plus loin : le gel de l'indexation de la dotation aux partis.

Par un système de financement public hyper généreux, les partis poli-

Par un système de financement public hyper généreux, les partis politiques restent cousus d'or, avec des effets pervers

tiques restent cousus d'or, avec des effets pervers. Cette N-VA, par exemple, est, grâce aux financements publics, dans la capacité d'investir dans l'immobilier. Le parti est ainsi devenu propriétaire de l'immeuble situé rue Royale à Bruxelles où il louait auparavant plusieurs étages. Il est désormais en mesure de générer des financements supplémentaires à partir des revenus locatifs.

Ainsi, selon Bart Maddens, politologue à l'université de Leuven, les partis politiques deviennent des entreprises financières à part entière, qui, à terme, n'auront même plus besoin d'électeurs.

Le moins que l'on puisse dire c'est que le gouvernement « investit » dans ses partis politiques : le total des aides directes aux partis s'est élevé en 2020

– indexé – à 73,8 millions d'euros. Indexé, parce que ces dotations-là sont bel et bien indexées. Ce système de financement est basé sur la force électorale des partis politiques lors des dernières élections. En tant que plus grand parti, la N-VA reçoit de loin la plupart des dotations, avec 10,8 millions d'euros. Viennent ensuite le PS (8,5 millions), le Vlaams Belang (7,9 millions) et le MR (7 millions).

Ce système (trop) généreux fut introduit en 1989, en réponse aux méthodes douteuses des années précédentes. Jusque-là, les partis étaient obligés de s'aventurer dans une recherche permanente de financement, surtout du côté des entreprises. La première fois que le monde extérieur a eu vent de telles « aventures », c'est lors de l'éclatement du scandale de la RTT, en 1973. La RTT, la Régie des Télégraphes et Téléphones, était le prédécesseur de Proximus. Le journal *De Standaard* révéla comment l'entreprise soupçonnée organisait, avant chaque élection, un dîner pour les principaux politiciens. Au cours de ce dîner, ils étaient accueillis séparément, un par un, dans une petite salle, où on leur remettait une enveloppe pour la caisse électorale de leur parti. Ce système encourageait la corruption, tel était le verdict accablant du journaliste Hugo De Ridder.

Bart De Wever, le plus gourmand

Mais 40 ans plus tard, la balance a penché complètement de l'autre côté. En 2020, le financement public représente 78,8 % des revenus des partis belges. Cela place notre pays dans le top 3 européen. Et si la plus grosse partie du budget est dépensée pour « organiser » le parti (61,8 %), déjà un quart des dépenses est consacré à la communication. Une évolution qui inquiète le député de Groen, Kristof Calvo. Dans le magazine *Humo*, il ex-

plique : « Les partis sont devenus des agences de publicité glorifiées. Le financement du parti n'est pas destiné à enrichir Facebook, Instagram et TikTok, n'est-ce pas ? »

Pendant le premier semestre 2021, la N-VA a dépensé 225.000 euros sur les comptes Facebook et Instagram de son président Bart De Wever. Cela fait de De Wever le plus gros goinfre de tous les politiciens européens. Cela ressort clairement des données d'Ad-Lens, un groupe de chercheurs belges qui compare les publicités politiques sur Facebook dans 33 pays européens. Le président du PS, Paul Magnette, en particulier, combat la propagande politique sur les réseaux sociaux. Dans *La Dernière Heure*, il déclare : « C'est très mauvais pour la démocratie (...). Le Vlaams Belang et le PTB sont révélateurs d'une nouvelle forme de perversion de la démocratie par l'argent. »

Magnette préconise donc – et son parti a déjà déposé un projet de loi – de restreindre l'utilisation des médias sociaux à des fins de propagande politique. Groen et Ecolo ont également soumis une proposition dans ce sens. Apparemment, à l'exception du PVDA, de la N-VA et du Vlaams Belang, tous les partis sont favorables à une telle restriction. Mais précisément ces trois partis plaident pour une réforme encore plus fondamentale du système : les deux partis aux extrêmes de l'échiquier politique (Vlaams Belang et PVDA) proposent même une réduction de moitié des subventions.

Finalement, le gouvernement De Croo a effectivement proposé de geler l'indexation des dotations aux partis. Mais une révision fondamentale du système de financement ne se fait pas dans le cadre du conclave budgétaire. On ne négocie pas la santé de la démocratie dans un état de demi-sommeil dans un marché de tapis. La démocratie vaut bien une messe.



CE VENDREDI,
LA CHRONIQUE « ENJEUX »
DE JEAN-PAUL MARTHOZ,
JOURNALISTE ET ESSAYISTE



On reproche souvent à la décroissance d'être une idéologie. Mais si la décroissance est une idéologie, qu'est-ce donc que la croissance ?

Timothée Parrique Economiste et essayiste



Le président russe connaît très bien la vulnérabilité des Occidentaux à la menace nucléaire. Il en joue, pour en tirer le bénéfice maximal. Certains pensent qu'il faut lui faire des concessions pour l'empêcher de commettre une folie. Mais l'histoire nous enseigne que cette posture conciliante l'encourage seulement à aller plus loin

Ingrida Simonyte Première ministre de Lituanie

”

ABONNÉS



Energie : les associations doivent elles aussi être soutenues !

Aucune mesure pour faire face à l'explosion des coûts énergétiques n'a été prise à destination des ASBL. Le gouvernement ne peut les oublier dans ses plans d'action, réclament plusieurs associations d'action sociale et syndicale.